CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 54.578/4
54.579/4
du 4 décembre 2013

sur

- un projet d'arrêté royal 'relatif à la levée des obligations de service universel concernant la fourniture du service universel de renseignements et la mise à disposition d'un annuaire universel dans le secteur des communications électroniques' (54.578/4) ;

- un projet d'arrêté ministériel 'relatif à la levée des obligations de service universel concernant la mise à disposition d'un annuaire universel dans le secteur des communications électroniques' (54.579/4)

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 54.578/4
54.579/4
van 4 december 2013

over

- een ontwerp van koninklijk besluit 'tot opheffing van de universeledienstverplichtingen inzake de levering van de universele inlichtingendienst en de beschikbaarstelling van een universele telefoongids in de elektronische-communicatiesector' (54.578/4);

- een ontwerp van ministerieel besluit 'betreffende de opheffing van de universeledienstverplichtingen inzake de beschikbaarstelling van een universele telefoongids in de elektronische-communicatiesector' (54.579/4)

Le 25 novembre 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Économie et des Consommateurs à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur :

- un projet d'arrêté royal 'relatif à la levée des obligations de service universel concernant la fourniture du service universel de renseignements et la mise à disposition d'un annuaire universel dans le secteur des communications électroniques' (54.578/4) ;

- un projet d'arrêté ministériel 'relatif à la levée des obligations de service universel concernant la mise à disposition d'un annuaire universel dans le secteur des communications électroniques' (54.579/4).

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 4 décembre 2013. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 4 décembre 2013.

*

Op 25 november 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Consumenten verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over :

- een ontwerp van koninklijk besluit 'tot opheffing van de universeledienstverplichtingen inzake de levering van de universele inlichtingendienst en de beschikbaarstelling van een universele telefoongids in de elektronische-communicatiesector' (54.578/4);

- een ontwerp van ministerieel besluit 'betreffende de opheffing van de universeledienstverplichtingen inzake de beschikbaarstelling van een universele telefoongids in de elektronische-communicatiesector' (54.579/4).

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 4 december 2013. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 4 december 2013.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique des projets, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, les projets appellent les observations suivantes.

OBSERVATIONS RELATIVES AU PROJET D'ARRÊTÉ ROYAL 'RELATIF À LA LEVÉE DES OBLIGATIONS DE SERVICE UNIVERSEL CONCERNANT LA FOURNITURE DU SERVICE UNIVERSEL DE RENSEIGNEMENTS ET LA MISE À DISPOSITION D'UN ANNUAIRE UNIVERSEL DANS LE SECTEUR DES COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES' (54.578/4)

FORMALITÉS PRÉALABLES

Il découle de l'article 19/1, § 1er, de la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable' que les avant-projets de loi, les projets d'arrêté royal et les propositions de décisions devant être soumises à l'approbation du Conseil des ministres, doivent en principe faire l'objet d'un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence. Les seuls cas dans lesquels un tel examen préalable ne doit pas être effectué sont ceux déterminés par l'article 2 de l'arrêté royal du 20 septembre 2012 [1].

En l'occurrence, les auteurs du projet n'ont pas invoqué un des motifs mentionnés à l'article 2 de l'arrêté royal du 20 septembre 2012 pour ne pas effectuer un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence et il n'apparaît pas que le projet puisse entrer dans les prévisions de l'un des motifs mentionnés à l'article 2.

Il faudra par conséquent veiller à ce que la formalité de l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence, mentionnée à l'article 19/1 de la loi du 5 mai 1997, soit dûment accomplie. L'article 19/2 impose qu'une évaluation d'incidence soit réalisée si l'examen préalable visé à l'article 19/1 l'exige. Si l'examen préalable révèle la nécessité d'une évaluation d'incidence et si des modifications devaient encore être apportées au texte du projet consécutivement à la réalisation de cette étude d'incidence, il y aurait lieu de soumettre également ces modifications à l'avis du Conseil d'État.

[1] Arrêté royal du 20 septembre 2012 'portant exécution de l'article 19/1, § 1er, deuxième alinéa du chapitre V/1 de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable'.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Les arrêtés royaux et ministériels visés aux alinéas 2, 3, 5, 6, 7 et 8 ne constituent pas le fondement juridique de l'arrêté en projet. Ils ne sont par ailleurs ni modifiés ni abrogés par celui-ci.

Ces arrêtés ne doivent donc pas être visés au préambule, qui sera revu en conséquence.

2. À l'alinéa 9, devenant l'alinéa 3, l'avis de l'I.B.P.T. a été donné en application non seulement de l'article 86, § 2, de la loi du 13 juin 2005 'relative aux communications électroniques' mais également en application de l'article 79, § 2, de la même loi.

Si les auteurs du projet souhaitent mentionner le fondement juridique de cet avis, ce sont les deux dispositions légales précitées qui devront être mentionnées dans cet alinéa.

3. À l'alinéa 10, devenant l'alinéa 4, la date de l'avis de l'Inspecteur des Finances est le 23 septembre 2013 et non le 23 octobre de la même année.

Le préambule sera revu afin de mentionner la date exacte de cet avis.

DISPOSITIF

Article 3

Il y a lieu d'écrire « Le Ministre » en lieu et place de « Notre Ministre ».

OBSERVATIONS RELATIVES AU PROJET D'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 'RELATIF À LA LEVÉE DES OBLIGATIONS DE SERVICE UNIVERSEL CONCERNANT LA MISE À DISPOSITION D'UN ANNUAIRE UNIVERSEL DANS LE SECTEUR DES COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES' (54.579/4)

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. L'arrêté ministériel du 7 avril 2010 'accordant, en application de l'article 30 de l'annexe à la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, une dérogation à la distribution annuelle de l'annuaire universel' a été annulé par l'arrêt n° 219.774 prononcé par le Conseil d'État le 18 juin 2012.

Cet arrêté ne doit donc ni être abrogé, ni être mentionné au préambule de l'arrêté en projet.

Le texte en projet sera revu en conséquence.

2. L'arrêté ministériel en projet entend faire suite à un projet d'arrêté royal 'relatif à la levée des obligations de services universel concernant la fourniture du service universel de renseignements et la mise à disposition d'un annuaire universel dans le secteur des communications électroniques' sur lequel l'avis 54.578/4 a été donné ce jour.

Ni le projet d'arrêté royal précité, ni l'arrêté ministériel en projet ne fixent leur date d'entrée en vigueur.

Conformément au droit commun ils entreront donc en vigueur le dixième jour suivant celui de leur publication *au Moniteur belge*.

L'arrêté ministériel à l'examen ne pourra entrer en vigueur avant l'arrêté royal en projet précité.

OBSERVATION PARTICULIÈRE

PRÉAMBULE

L'article 86, § 2, de la loi du 13 juin 2005 'relative aux communications électroniques' a été inséré par la loi du 10 juillet 2012.

L'alinéa 1er sera revu afin de mentionner cette modification.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van de ontwerpen, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geven de ontwerpen aanleiding tot de volgende opmerkingen.

OPMERKINGEN BETREFFENDE HET ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT 'TOT OPHEFFING VAN DE UNIVERSELEDIENSTVERPLICHTINGEN INZAKE DE LEVERING VAN DE UNIVERSELE INLICHTINGENDIENST EN DE BESCHIKBAARSTELLING VAN EEN UNIVERSELE TELEFOONGIDS IN DE ELEKTRONISCHE-COMMUNICATIESECTOR' (54.578/4)

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Uit artikel 19/1, § 1, van de wet van 5 mei 1997 'betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling' volgt dat voorontwerpen van wet, ontwerpen van koninklijk besluit en voorstellen van beslissing die ter goedkeuring aan de Ministerraad moeten worden voorgelegd in principe aanleiding moeten geven tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren. De enige gevallen waarin zo een voorafgaand onderzoek niet hoeft plaats te vinden, zijn die welke bepaald zijn bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 20 september 2012.[1]

In casu hebben de stellers van het ontwerp geen van de motieven genoemd in artikel 2 van het koninklijk besluit van 20 september 2012 aangevoerd om niet vooraf te hoeven onderzoeken of het noodzakelijk was een effectbeoordeling uit te voeren, en het laat zich niet aanzien dat ontwerp onder één van de motieven genoemd in artikel 2 kan vallen.

Er moet bijgevolg voor gezorgd worden dat het vormvereiste van een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren, genoemd in artikel 19/1 van de wet van 5 mei 1997, naar behoren is vervuld. Artikel 19/2 schrijft voor dat een effectbeoordeling wordt uitgevoerd wanneer het voorafgaand onderzoek bedoeld in artikel 19/1 zulks vereist. Indien uit het voorafgaand onderzoek blijkt dat een effectbeoordeling moet worden uitgevoerd en er als gevolg van die effectbeoordeling nog wijzigingen zouden worden aangebracht in de tekst van het ontwerp, dan moeten die wijzigingen ook voor advies worden voorgelegd aan de Raad van State.

[1] Koninklijk besluit van 20 september 2012 'houdende uitvoering van artikel 19/1, § 1, tweede lid van hoofdstuk V/1 van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling'.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. De koninklijke en ministeriële besluiten die genoemd worden in het tweede, derde, vijfde, zesde, zevende en achtste lid maken niet de rechtsgrond uit van het ontworpen besluit. Ze worden overigens noch gewijzigd, noch opgeheven bij dat ontwerpbesluit.

Die besluiten moeten dus niet worden vermeld in de aanhef. Deze behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

2. In het negende lid, dat het derde lid wordt, is het advies van het BIPT niet alleen gegeven met toepassing van artikel 86, § 2, van de wet van 13 juni 2005 'betreffende de elektronische communicatie', maar ook met toepassing van artikel 79, § 2, van dezelfde wet.

Indien de stellers van het ontwerp de rechtsgrond van dat advies wensen te vermelden, behoort in dat lid naar beide voornoemde wetsbepalingen verwezen te worden.

3. In het tiende lid, dat het vierde lid wordt, is de datum van het advies van de Inspecteur van Financiën 23 september 2013 en niet 23 oktober van datzelfde jaar.

De aanhef dient te worden herzien teneinde de exacte datum van dat advies te vermelden.

DISPOSITIEF

Artikel 3

Er behoort geschreven te worden "De Minister" in plaats van "Onze Minister".

OPMERKINGEN BETREFFENDE HET ONTWERP VAN MINISTERIEEL BESLUIT 'BETREFFENDE DE OPHEFFING VAN DE UNIVERSELEDIENSTVERPLICHTINGEN INZAKE DE BESCHIKBAARSTELLING VAN EEN UNIVERSELE TELEFOONGIDS IN DE ELEKTRONISCHE-COMMUNICATIESECTOR' (54.579/4)

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het ministerieel besluit van 7 april 2010 'dat overeenkomstig artikel 30 van de bijlage bij de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, een afwijking toestaat op de jaarlijkse verdeling van de universele telefoongids' is vernietigd bij arrest nr. 219.774 dat op 18 juni 2012 door de Raad van State is gewezen.

Dat besluit behoeft dus niet opgeheven, noch vermeld te worden in de aanhef van het ontwerpbesluit.

De ontworpen tekst behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

2. Het ontworpen ministerieel besluit beoogt aan te knopen bij een ontwerp van koninklijk besluit 'tot opheffing van de universeledienstverplichtingen inzake de levering van de universele inlichtingendienst en de beschikbaarstelling van een universele telefoongids in de elektronische-communicatiesector' waarover heden advies 54.578/4 gegeven is.

Noch in het voornoemde ontwerp van koninklijk besluit, noch in het ontworpen ministerieel besluit wordt de datum van hun inwerkingtreding bepaald.

Overeenkomstig het gemeen recht treden ze dus in werking op de tiende dag na die waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt zijn.

Het thans voorliggende ministerieel besluit kan niet in werking treden vóór het voornoemde ontworpen koninklijk besluit.

BIJZONDERE OPMERKING

AANHEF

Artikel 86, § 2, van de wet van 13 juni 2005 "betreffende de elektronische communicatie" is ingevoegd bij de wet van 10 juli 2012.

Het eerste lid behoort te worden herzien teneinde melding te maken van die wijziging.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT Pierre LIÉNARDY